



**COMMUNIQUÉ**  
**POUR DIFFUSION IMMÉDIATE**  
**CNW TELBEC CODE 01**

Alliance historique contre la hausse des tarifs des services de garde

**L'AQCPE, l'AGPQ et le PQ demandent le départ de la ministre**

**Québec, le 25 février 2015** – Le député de Terrebonne et porte-parole de l'opposition officielle en matière de famille, Mathieu Traversy, le président-directeur général de l'Association québécoise des CPE (AQCPE), Louis Sénécal, ainsi que le président de l'Association des garderies privées du Québec (AGPQ), Samir Alahmad, ont uni leurs voix, aujourd'hui en point de presse, afin de demander le départ de la ministre de la Famille, Francine Charbonneau, qui n'a plus leur confiance. Ils dénoncent par ailleurs haut et fort la modulation et la hausse draconienne des tarifs des services de garde, deux mesures attaquant directement les familles du Québec et sur lesquelles le premier ministre doit reculer.

« C'est une alliance historique à laquelle on assiste aujourd'hui. Les deux principales associations du réseau des services de garde, l'AQCPE et l'AGPQ, s'unissent contre la modulation et la hausse des tarifs. Ensemble, elles dénoncent le fait que la ministre ne les consulte pas et demandent son départ. La presque totalité des intervenants entendus en commission parlementaire sur le projet de loi 28 ont aussi affirmé leur profond désaccord et leur inquiétude face à la modulation et à la hausse des tarifs. Le gouvernement n'a fait aucune étude quant à l'impact de cette hausse sur les familles, les femmes en particulier. Enfermé dans sa logique comptable, il n'a pas évalué toutes les complications qu'entraînera cette modulation des tarifs sur la gestion administrative et les familles monoparentales, entre autres. Les libéraux n'ont rien analysé du tout! C'est de l'improvisation totale! », a déclaré Mathieu Traversy.

« Avec le projet de loi 28, le gouvernement veut imposer un choc tarifaire aux familles de la classe moyenne en toute hâte et réformer dans l'urgence une de nos plus importantes réalisations socioéconomiques, a pour sa part indiqué Louis Sénécal. Après qu'il ait renié sa promesse et refusé le dialogue social, nous sommes à quelques jours de voir ce gouvernement imposer un bâillon aux familles du Québec. Ces dernières méritent une ministre de la Famille qui les défend au sein du gouvernement. Un constat s'impose aujourd'hui : la ministre a choisi de ne pas considérer ses partenaires et le lien de confiance est irrémédiablement rompu. Nous demandons au premier ministre de suspendre son projet de modulation des tarifs et de nommer un ou une ministre qui pourra rétablir le dialogue avec les familles du Québec et les partenaires du réseau des services de garde éducatifs. Ensemble, nous pouvons travailler à mettre en place des solutions porteuses », a-t-il poursuivi.

« La ministre et ses hauts fonctionnaires gèrent le ministère de façon improvisée et cavalière, sans aucune consultation ni respect pour les partenaires du milieu des services de garde. La modulation des frais de garde est une aberration totale. C'est la famille de la classe moyenne avec enfants qui va éponger la presque totalité de la facture. Ce n'est pas du tout cela que M. Couillard avait promis lors de la campagne électorale », a conclu Samir Alahmad.

– 30 –

SOURCE : Antonine Yaccarini  
Attachée de presse  
Aile parlementaire du Parti Québécois  
418 643-2743